



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Intervention militaire des États-Unis au Venezuela

Question au Gouvernement n° 1138

Texte de la question

INTERVENTION MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS AU VENEZUELA

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . Le 3 janvier, les États-Unis ont agressé le Venezuela, enlevé son président et fait du pays un protectorat américain. Le groupe Écologiste et social condamne fermement cette violation manifeste du droit international. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC et GDR.*) Face à l'impérialisme prédateur des États-Unis, de la Russie, de la Chine ou d'Israël, la France et l'Union européenne doivent fermement défendre nos valeurs et le multilatéralisme. L'Europe doit offrir une troisième voie solide aux peuples pris en étau par les empires et les carbofascistes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*)

Malheureusement, jusqu'à présent, la France comme l'Union européenne ont fait preuve de bien trop peu de courage. L'approbation par Emmanuel Macron de ce coup d'État trumpien en est un exemple criant. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS et sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*) Par ses omissions, le président de la République prend le risque d'enfermer la France dans un pacte de vassalité. Monsieur le premier ministre, je vous sais gaulliste et soucieux de l'indépendance du pays ; partagez-vous la première réaction du président de la République ou reconnaissez-vous que nous devons regagner notre liberté face aux États-Unis de Trump ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

Regagner notre liberté, c'est d'abord renforcer notre diplomatie, dont les moyens sont pourtant réduits chaque année. Notre liberté, c'est notre audiovisuel public (*Rires sur quelques bancs des groupes RN et UDR*), que l'extrême droite cherche continuellement à fragiliser. C'est se prémunir des ingérences et s'émanciper des Gafam. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*) C'est asseoir notre indépendance énergétique, notamment grâce aux énergies renouvelables, que l'extrême droite combat ardemment. (Mêmes mouvements.) C'est assumer pleinement le mot « fraternité » de notre devise et donc arrêter la réduction de l'aide au développement et la chasse aux migrants. (Mêmes mouvements. – M. Dominique Potier applaudit également.)

Cette liberté est attaquée par les autocrates russes, par les autocrates américains et par leur courroie de transmission en France, le Rassemblement national. (*Rires sur quelques bancs du groupe RN.*) Dans ce moment de bascule, nous devons agir, tant à l'international qu'en France et en Europe, pour défendre nos valeurs et nos libertés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS et sur plusieurs bancs des groupes LFI-NFP, SOC et GDR.*)

M. Emmanuel Fouquart . C'est poussif !

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Permettez-moi de vous présenter d'abord mes vœux pour cette nouvelle année.

En préambule de ma réponse, je souhaite – cela n'a pas beaucoup été fait – saluer le courage admirable des fonctionnaires de l'ambassade de France au Venezuela, qui ont accompli leur mission dans des circonstances particulièrement contraignantes. La communauté française sur place n'est pas très nombreuse, mais l'est suffisamment pour que ces fonctionnaires aient eu à s'acquitter d'une tâche et d'un devoir considérables. Comme chef de l'administration, je tenais à leur rendre hommage.

La position de la France a d'abord été exposée par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères puis, dans un tweet, par le président de la République, les deux démarches étant complémentaires. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe EcoS.*) S'il faut la résumer, tout est illégal dans cette affaire : le régime de Nicolás Maduro, le cycle électoral de 2024 (M. Jean-François Coulomme s'exclame) et l'opération militaire américaine, qui contrevient à la Charte des Nations unies. Je rappelle l'évidence : l'emploi de la force est possible dans le cadre du droit international, dès lors qu'il est encadré par la Charte. La France en a fait usage par le passé, notamment pour lutter contre le terrorisme.

Ce n'est pas parce que tout est illégal qu'il ne faut pas défendre nos valeurs et le droit international. Ce n'est pas parce que nous sommes moins nombreux à le défendre qu'il faut cesser. Nous devons le défendre pour nous-mêmes – pour affirmer nos propres valeurs – et pour tous les pays dont le droit international est la seule arme et la seule défense.

Au sujet de la relation entre la France et les États-Unis, je reprendrai cette belle formule gaullo-mitterrandienne qui trouve toute sa place dans ces circonstances : « Alliés mais non alignés. »

Mme Élisabeth Martin . Alignés à fond !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Ces événements soulèvent aussi la question de notre autonomie stratégique. Malheureusement, notre découverte de cette réalité ne date pas des derniers jours, ni de cette administration américaine. La question se pose de manière plus globale.

Enfin, ce n'est pas parce que l'opération est illégale qu'il ne faut pas se réjouir qu'un autre avenir soit possible pour le peuple vénézuélien. (*Exclamations sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*)

Mme Christine Arrighi . Non mais ça ne va pas ?

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . La transition doit être démocratique et se faire dans le respect des valeurs et des fondamentaux du droit international.

M. Stéphane Peu. Comme en Irak ?

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Elle doit probablement se faire autour du président qui, lui, a été élu - en tout cas du point de vue de la diplomatie française et d'un certain nombre de pays dans le monde - lors des dernières élections. Elle doit enfin se faire dans le respect des valeurs et des droits fondamentaux du peuple vénézuélien. (*M. Pascal Lecamp applaudit.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . J'aurais aimé un peu moins de candeur et plus de précision quant à la manière dont vous allez garantir la liberté de la France. Les États-Unis, sous Trump, ne sont plus des alliés. C'est parfaitement clair à la lecture de leur stratégie de sécurité nationale : leur seul objectif est de promouvoir leurs intérêts propres et, pour cela, ils sont prêts à vassaliser la France et les autres pays de l'Union européenne. Nous ne devons pas être peureux, mais agir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS et sur quelques bancs des groupes SOC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Cyrielle Chatelain](#)

Circonscription : Isère (2^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1138

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 janvier 2026